

EDITO

Notre lettre veut apporter une lecture différente, vigilante et constructive de l'actualité, au travers de nos valeurs socialistes : refus des injustices, préservation de la planète, démocratie, refus de la dictature de la finance sur l'humain, etc.

En cet automne, nous avons voulu apporter un éclairage sur un monde du travail en crise. Suite à la crise financière, les banques ont été renflouées avec l'argent public grâce auquel elles peuvent éponger leurs pertes et, dans une absence totale de morale, verser des bonus astronomiques à leurs traders et dirigeants.

Restructurations et fermetures d'entreprises vont bon train, avec leur cortège de drames humains, et bien avant, de détérioration du quotidien et des conditions de travail, la pression sur le salarié et aussi sur le petit entrepreneur. Sous l'œil bienveillant d'un gouvernement de droite qui n'a de cesse de démanteler protection sociale et droit du travail.

On peut se sentir bien isolé si on est soit même victime de tels drames. Mais c'est là que la chose politique doit intervenir et proposer des alternatives fortes et résolues, comme le fait notre parti. A chaque citoyen de se sentir à sa mesure, par son vote, par sa voix, par son engagement, acteur de l'évolution de notre monde et maître de ses choix.

Le secrétaire de Section

Chez France Telecom.. et tant d'autres

La souffrance au travail

Aujourd'hui, on s'inquiète à raison des suicides de salariés qui se sont produits dans une grande entreprise.

On parle pendant quelques jours de souffrance au travail, de changements fréquents subis et non expliqués, de management par le stress... Mais avez-vous jamais entendu parler dans les médias des licenciements individuels, de la souffrance au travail quotidienne, du stress du à la précarité ?

L'intensification du travail, de son rythme, de la pression vis-à-vis d'objectifs toujours plus difficiles à atteindre fragilise les salariés. S'ajoute à ce constat la faible syndicalisation qui explique le manque de réponses collectives à ces pressions et oblige le salarié à répondre seul. Nous sommes loin du slogan populaire, voir populiste de la campagne présidentielle surfant sur l'idée qu'il suffit de travailler, pour gagner, pour gagner plus. N'oublions pas que c'est l'employeur qui décide des heures supplémentaires et que le salarié ne dispose le plus souvent d'aucun choix sur l'organisation du travail.

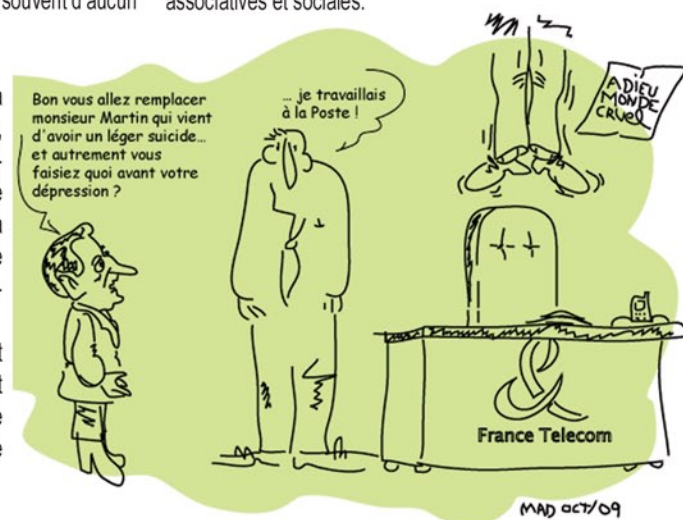
Les salariés qui ne peuvent répondre à cette pression pour divers motifs (âge, formation insuffisante, ...) vont commencer à souffrir, et même si celle-ci ne se conclut pas dramatiquement, elle va avoir des conséquences sur leur santé physique et psychique, leur vie personnelle, leur productivité...

Ces mêmes salariés auront souvent aussi le « plaisir » de constater qu'ils sont les oubliés des plans de formation et que les entreprises les considèrent comme seniors dès 50 ans !

Enfin face à des licenciements, qu'ils soient individuels, économiques ou sous la forme de ruptures conventionnelles, ils subissent seuls les reproches, l'impression d'inutilité et l'angoisse du chômage.

Les médias traitent des «grands» licenciements collectifs, mais jamais de toutes ces souffrances individuelles, de ce gâchis humain en terme de connaissances, de savoir-faire et de compétences. La négociation individuelle prônée par ce gouvernement est destructrice pour les plus fragiles. Sachons nous souvenir que nous pouvons tous être fragiles : trop jeune, trop vieux, trop qualifié, pas assez, trop femme... La refonte progressive du droit du travail, qui passe inaperçue, va accentuer toutes les souffrances.

Dans une période aussi difficile, nous pouvons mesurer l'importance à nous impliquer dans tous les lieux collectifs qui peuvent aider à briser l'isolement, qu'il s'agisse des syndicats, des partis politiques, ou d'autres structures associatives et sociales.



Suicides chez France Telecom

Quelles causes profondes ?

25 suicides en 18 mois.. France Telecom (FT) répond avec un numéro vert et des médecins du travail. Mais bien des raisons de fond sont évoquées. Tout d'abord, le changement de valeurs de l'entreprise: être embauché pour offrir un service au public et se retrouver à "faire du chiffre" en vendant des forfaits internet. En témoigne la décroissance constante du nombre de brevets déposés par FT: de 251 en 2002 à 146 en 2008 (source INPI). Puis les méthodes de management: toujours demander plus en fournissant toujours moins de moyens pour atteindre les objectifs. Et enfin les objectifs de ressources humaines: comment réduire de 15.000 employés net en 4 ans sans "casse" ?

FT donne-t-elle l'aperçu de ce que sera La Poste à l'issue de son processus de privatisation?

La Poste: nos propositions

- Confirmer les missions de La Poste pour l'aménagement du territoire et pour le service public universel, à disposition des particuliers comme des entreprises, au lieu de chercher à jouer au Monopoly en Europe.
- Maintenir partout les bureaux de poste et les développer comme centres de services: bornes Internet, banque universelle, synergies avec d'autres services (SNCF, EDF, etc)
- Réorganiser les missions et les moyens afin de réduire les files d'attente et d'augmenter l'efficacité du service public

Taxe Carbone: nos propositions

- Création d'une *contribution énergie-climat* dont le produit sera intégralement consacré à des compensations sociales liées à la lutte contre le changement climatique, et non à la taxe carbone du gouvernement, dont le produit sera utilisé à réduire le déficit public ou à compenser la suppression de la taxe professionnelle.
- Financement à 50% par l'Etat de tous les projets de transports publics.
- Incitation forte aux plans de déplacement d'entreprise pour ramener le coût des déplacements domicile-travail à moins d'un euro par jour.

Lettre éditée par la **Section d'Eybens du Parti Socialiste**

Tél: 04 56 00 81 26

Mél: info@ps-eybens.com

Web: www.ps-eybens.com



La lettre
du
Parti socialiste

Changement de statut de La Poste Une étape obligatoire pour un service postal efficace?

Comme Machiavel, on veut nous faire croire «qu'en politique le choix est rarement entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal». Le pire c'est d'être chômeur et le moindre mal, d'être un salarié pauvre. Être mal logé, c'est «moins pire» que d'être SDF. A tel point que la banque des règlements internationaux (BRI) fait ce constat dans «working papers» n°231:

La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les 45 dernières années.

Cette pratique du toujours moins consiste à organiser l'acceptation de la déconstruction du service public. On veut nous faire croire qu'il n'y a pas d'autres choix possibles, en dehors de celui du profit et de la marchandisation du service public.

Taxe Carbone pas de régulation sans solidarité

Une nouvelle fois le président de la république a voulu écarter le parlement des débats de politique publique. Pourtant, en matière de fiscalité écologique, c'est au Parlement dans le cadre du projet de loi de finances qu'il appartient de définir les contours d'une taxe sur l'énergie et d'en mesurer l'acceptabilité sociale. Il y a urgence, tout retard dans la lutte contre le réchauffement climatique aura un coût considérable.

Pour cela les pouvoirs publics disposent de deux instruments complémentaires : des quotas d'émissions échangeables et une «taxation écologique», terme d'ailleurs impropre, car l'objectif n'est pas de renflouer les caisses de l'État tant mises à mal depuis 2002, ou de faire compenser par les ménages la disparition annoncée de la taxe professionnelle, mais de modifier les comportements pour induire une diminution de l'émission de CO₂.

Les mesures annoncées ne sont pas à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux. Pour nous, il ne peut y avoir de politique écologique audacieuse qu'avec l'adhésion de la population et donc qu'avec des mesures justes et équitables. Une contribution climat-énergie efficace et englobant l'électricité doit être mise en place et compensée par une prime pour l'environnement plus élevée pour les ménages dont le budget est le plus dépendant du prix de l'énergie. Cette réforme doit s'inscrire dans une refonte globale de notre fiscalité : ne devons nous pas la repenser profondément plutôt que traiter séparément chaque problème?

Un vrai débat doit être engagé pour convaincre les Français d'oser ce choix de société vital pour notre avenir, en leur garantissant qu'il s'opérera dans la justice et l'équité.

Contradiction d'un État qui d'un côté cède au marché la gestion de plusieurs de ses entreprises publiques, et de l'autre multiplie ses interventions pour défendre l'identité française de certaines entreprises.

L'argument brandit est le coût du maintien du service public postal. Mais La Poste est une entreprise profitable avec 800 millions de bénéfice en 2008 ! Et quelle est la valorisation du maintien du lien social pour les personnes âgées, pour les déshérités (compte bancaire social), pour les ruraux, du niveau et de la qualité de vie des citoyens, de l'aménagement du territoire ?

Notre pays, ne peut-il proposer qu'une société promise à l'ultralibéralisme, au profit et la privatisation de son service public?

Nous sommes pour une autre voie : celle du développement durable et solidaire, celle qui fait de l'homme une vraie promesse d'avenir.

DÉJÀ UN AN,
BONNE ANNIVERSAIRE
LA CRISE !



Consultation sur l'avenir de la Poste L'exemple courageux d'Eybens

Nous saluons l'initiative prise par Marc Baïetto et la majorité municipale d'Eybens de consulter les Eybinois sur la privatisation annoncée de La Poste, et ce malgré l'opposition du préfet.

Le résultat de cette consultation (95,8 % contre le changement de statut de La Poste) montre l'attachement des habitants au service public postal. Le maintien du statut ne signifie par pour autant le statu-quo. Des moyens doivent être donnés à La Poste pour réduire les files d'attentes, les délais de distribution du courrier, etc.